

Conseil Tunisien des Relations Internationales

Journées de réflexion sur le positionnement stratégique de la Tunisie

Deuxième édition : 5-6-7 Mars 2024

La première édition des journées de réflexion sur le positionnement stratégique de la Tunisie s'était tenue les 15, 16 et 17 novembre de l'année dernière. Elle avait permis de jeter les bases d'une "réflexion interdisciplinaire" sur les dynamiques globales dans lesquelles évolue la Tunisie et les conditions requises pour assurer un positionnement stratégique crédible, à l'échelle régionale et internationale, face aux enjeux du présent.

La session avait abordé quatre grands axes : *géopolitique ; *géoéconomie ; *énergie, eau et climat ; et la *sécurité. Les analyses présentées étaient suivies d'un débat approfondi sur les diverses mutations politiques, économiques, écologiques et numériques qui déterminent les stratégies de développement de l'ensemble des pays, incluant notamment la région Afrique du Nord /Moyen Orient ainsi que la Méditerranée, espaces essentiels pour l'équilibre géostratégique de la Tunisie et pour sa croissance.

Aujourd'hui, des affrontements se poursuivent à Gaza, en Afrique et au cœur du théâtre européen, en Ukraine. Les perspectives de paix sont obscures. L'ordre mondial est frappé par le recul du droit, par la paralysie du Conseil de Sécurité, principal organe de gestion des conflits internationaux, et par la politique de puissance qui fait prévaloir la coercition (sanctions) et la force. L'ordre hérité de la guerre froide est pratiquement révolu. La question du nouvel ordre mondial est posée.

L'environnement de la Tunisie est en effervescence. Le Maghreb est fractionné. Il est fondamental de cerner les divers processus qui affectent la région, d'anticiper les risques et d'esquisser les voies de la concorde, de la stabilité et de la coopération au sein du Grand Maghreb. Il est temps également de s'interroger sur les principes de l'ordre mondial en perspective.

Quant aux processus de changement, l'année 2023 a enregistré, d'une part, l'élargissement historique des BRICS et, d'autre part, l'initiative "d'un couloir économique Inde - Moyen-Orient - Europe".

Lors du 15ème sommet des BRICS (22 - 24 août 2023, Johannesburg, Afrique du Sud), les pays membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se sont entendus pour élargir le groupe à six nouveaux pays : l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis, l'Éthiopie et l'Iran qui ont formellement rejoint le groupe le 1er janvier 2024. Les BRICS + comptent désormais 46 pour cent de la population mondiale et sont porteurs de changements profonds répondant aux aspirations du Sud global, notamment une relative autonomie par rapport au système de Bretton Woods.

Les BRICS + représentent la seule structure intercontinentale face au groupe occidental et notamment au groupe G 7. Sans doute faudra-t-il saisir les causes sous-jacentes d'une telle évolution ainsi que les conséquences possibles de l'élargissement du groupe sur le reste du monde et indirectement sur notre région.

D'autre part, le 9 septembre 2023, deux semaines après l'annonce de l'élargissement des BRICS, les Etats-Unis, l'Inde, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et l'Union Européenne annoncent, en marge de la session du G20, un protocole d'accord pour établir un nouveau "Couloir économique Inde - Moyen-Orient - Europe". L'idée d'un tel corridor est animée par le souci de renforcer sur le plan logistique, la connectivité entre ces grandes régions, et de consolider les flux d'intégration économique. Le nouveau corridor s'ajoute à la "route de la soie" et contribue à hisser davantage l'Inde, un concurrent de taille pour la Chine.

Là encore, il est important de comprendre les enjeux d'un tel projet et son impact sur les dynamiques internationales ainsi que sa portée politique pour le Moyen-Orient.

A ces prémises de changement, s'ajoute la nouvelle crise de Gaza.

L'ampleur des atrocités commises par Israël, la puissance occupante, dans les territoires occupés, notamment à Gaza, au lendemain de l'attaque du 7 octobre, et « l'impuissance » du voisinage arabe et de la société internationale à s'y opposer et à faire respecter du moins le droit humanitaire, reposent la question de l'ordre régional et de la sécurité internationale. Si la nouvelle crise semble bloquer la vague de normalisation avec certains pays arabes et compromettre l'idée d'une intégration régionale à grande échelle, elle provoque un début d'extension du conflit, ainsi que l'appel à la Cour Internationale de Justice sur la base de l'accusation de génocide, et soulève à nouveau le projet de règlement sur la base des « deux Etats ».

Cette crise met en cause le destin du peuple Palestinien et touche au fond la question du règlement du conflit. Elle détermine assurément les bases de l'ordre régional. La Tunisie s'estime concernée par son règlement et par le règlement fondamental du conflit.

Les processus de changement représentent à tous égards une dynamique propre au XXIème siècle, esquissant un "nouvel ordre" géopolitique et géo-économique.

Les ruptures stratégiques

L'année 2023 a vu aussi des reclassements et des ruptures qui annoncent un nouveau rapport entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. En premier lieu, il s'agit de se poser la question de savoir dans quelle mesure le conflit en Ukraine bouleverse les priorités européennes concernant les relations de l'Europe dans son ensemble avec les partenaires de la rive sud de la Méditerranée et au-delà, en Afrique. De prime abord, les nouvelles priorités de l'Europe occidentale sont d'ordre sécuritaire et migratoire. Sous cet angle, il est nécessaire d'entreprendre une réflexion sur les conséquences pour la Tunisie d'un tel changement de perception de la part de l'Union Européenne, premier partenaire économique et premier investisseur en Tunisie.

D'autre part, l'instabilité chronique de l'Afrique Subsaharienne, aggravée par une série de coups d'Etat cristallise les processus de rupture qui marquent désormais la région et qui annoncent un changement inéluctable des rapports d'avenir entre l'Afrique et les pôles de puissance, notamment en Europe.

Pour la Tunisie, ces processus représentent un grand défi d'ordre sécuritaire, migratoire et humanitaire. Au-delà de ses frontières géographiques et traditionnelles avec l'Algérie et la Libye, la Tunisie est désormais directement confrontée à l'Afrique subsaharienne et se trouve perçue primordialement comme pays de transit. De ce fait, un nouveau rapport s'ajoute au Partenariat défini au Processus de Barcelone depuis 1995.

Comment structurer les nouvelles relations, dans le respect de la politique de coopération Nord-Sud et de l'impératif de solidarité Sud-Sud ?

Un nouvel espace s'affirme, à savoir le cyberspace. En effet, l'espace virtuel est devenu non seulement un champ de conflit (guerres cybernétiques) menaçant la sécurité et la paix internationales, mais c'est également l'espace dans lequel s'effectuent les transitions technologiques majeures, telle que l'Intelligence Artificielle. Les enjeux d'un tel espace déterminent le statut de tout pays qui veut s'intégrer de plain-pied dans la dynamique globale du siècle en cours. Si le positionnement géographique de la Tunisie est par nature stratégique, il convient de porter une réflexion sur les politiques et les outils à même de positionner la Tunisie sur le plan technologique.

La disponibilité des ressources humaines hautement qualifiées mais marginalisées offre un potentiel pour faire de la Tunisie une plateforme de recherche et d'innovation. Un tel positionnement permettrait à notre pays de bénéficier des effets vertueux de la transition technologique et de se prémunir contre ses dangers potentiels.

Le programme de la deuxième édition des journées de réflexion sur le positionnement stratégique de la Tunisie comporte donc trois principales séances. La première est dédiée à une lecture approfondie des différents changements qui ont marqué la scène internationale au niveau géopolitique et géoéconomique. La deuxième se penchera sur les transformations survenues dans l'environnement géostratégique de la Tunisie, notamment en Afrique subsaharienne, en Europe et dans la région MENA et leurs impacts sur la situation économique et politique du pays. Enfin, un panel spécial sera consacré aux enjeux technologiques et d'innovation et la possibilité pour la Tunisie d'en tirer profit comme levier de croissance et comme outil majeur pour sortir de sa crise et entamer un nouvel élan de développement.